



Documents de travail

Loi fédérale sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Loi sur le CO₂)

Etat de situation initial

En 2017, la Suisse a signé l'accord de Paris sur le climat, qui prévoit de limiter le réchauffement généré par l'activité humaine à bien moins que 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Elle s'est donc engagée à réduire ses émissions d'au moins 50 % d'ici à 2030, par rapport à 1990. L'« ancienne » loi sur le CO₂ a expiré en 2020.

Contexte

Fin 2018, le Conseil national a rejeté la loi sur le CO₂ préparée pour la période 2021-2030. La majorité de droite au Conseil national a tellement affaibli la loi qu'elle n'allait pas assez loin pour une grande partie du Conseil. La nouvelle version était beaucoup plus orientée vers le consensus, de sorte que la loi actuellement sur la table n'a été rejetée que par l'UDC et quelques membres bourgeois du Conseil. En janvier de cette année, un comité économique composé de représentants des industries de l'automobile, des transports, de l'aviation, du bâtiment et des huiles minérales a soumis plus de 110'000 signatures demandant un référendum. L'UDC a soutenu le référendum. Parallèlement au comité économique, la section romande du mouvement de la Grève du climat a également réuni environ 7'000 signatures. Ils rejettent la loi parce qu'elle ne va pas assez loin pour eux.

La loi dans ses grandes lignes

La loi stipule que les émissions de gaz à effet de serre en 2030 ne doivent pas dépasser 50 % des émissions de 1990. En moyenne sur les années 2021-2030, les émissions doivent être réduites d'au moins 35 % par rapport à 1990. Au moins les trois quarts de la réduction d'émissions doit avoir lieu à l'intérieur du pays.

La nouvelle loi sur le CO₂ prévoit une taxe sur les billets d'avion comprise entre 30 et 120 CHF par billet. Le montant de la taxe sera déterminé par le Conseil fédéral. La loi prévoit également une augmentation de la taxe sur le CO₂. Les combustibles tels que le mazout ou le gaz naturel vont donc devenir plus chers et le prix de l'essence pourrait augmenter de 12 centimes par litre si les objectifs ne sont pas atteints. En outre, une réglementation plus stricte en matière de CO₂ s'appliquera aux nouvelles voitures et un fonds climatique sera mis sur pieds pour financer les projets de protection du climat. Il sera alimenté par la taxe sur le CO₂ et par les taxes sur les billets d'avion.

Recommandations

Le Conseil fédéral, le Conseil national (129:59) et le Conseil des États (33:5) recommandent l'acceptation de la loi. À côté des entreprises et associations qui soutiennent le référendum,

il existe également de nombreuses entreprises et associations qui soutiennent la loi, telles que Novartis, IKEA, Economiesuisse et l'association bancaire suisse SwissBanking.

Arguments

Pour Économie suisse pour la loi sur le CO2 , ATE Association transports et environnement , WWF Suisse	Contre Rester raisonnable , UDC Suisse
<ul style="list-style-type: none">• Le changement climatique exige une action rapide Les effets du changement climatique se font également sentir en Suisse, par exemple sous la forme de températures record, de fonte des glaciers et de coulées de boue torrentielles. Plus nous attendrons, plus les effets du changement climatique seront coûteux et il sera de plus en plus difficile d'atteindre l'objectif de réduction de l'accord de Paris sur le climat, d'ici à 2030.• Prendre ses responsabilités signifie réduire les émissions à l'intérieur du pays Agir de manière responsable signifie apporter sa contribution personnelle au lieu d'acheter des certificats pour s'en sortir. C'est pourquoi il est juste que la Suisse fasse les trois quarts de ses compensations au niveau national. D'autre part, nous allons de toute façon devoir renouveler nos infrastructures et, à cette occasion, nous aurons la possibilité de passer à des technologies plus respectueuses du climat.• La loi fait avancer l'économie suisse L'argent du Fonds pour le climat destiné à la promotion de la recherche et de l'innovation ainsi qu'à la prévention des dommages causés par le changement climatique est une source d'innovation et d'emplois. En y regardant de plus près, les coûts présumés de la loi se révèlent en fait	<ul style="list-style-type: none">• La Suisse est déjà sur le bon chemin La Suisse mène depuis de nombreuses années une politique environnementale et climatique progressiste et réfléchie, et elle est ainsi sur la bonne voie. Par exemple, les émissions de CO₂ des bâtiments, de l'industrie et des transports diminuent malgré l'augmentation du niveau de vie et la croissance démographique. Notre « mix » électrique est ainsi pratiquement exempt de CO₂.• La loi sur le CO₂ entraîne plus de bureaucratie, de règles et de réglementations Les réglementations de la nouvelle loi sur le CO₂ s'attaquent à tous les domaines de la vie. Cette loi apporterait de nouvelles réglementations qui devraient être contrôlées par un appareil d'État en pleine expansion. Elle entraînerait des coûts indirects, dont personne ne peut encore estimer le montant. Avec ces interdictions, ces réglementations et ces exigences, un nouveau comportement devrait être imposé non seulement à la population, mais aussi à l'économie.• La Suisse a un rôle exemplaire L'influence de la Suisse sur les émissions mondiales de CO₂ est extrêmement faible. Les émissions annuelles de CO₂ de la Suisse équivalent à celles d'une demi-journée en Chine. Que la Suisse réduise sa consommation de 20 ou 80 % n'a donc guère d'impact sur le climat mondial. Au contraire, nous pouvons apporter des contributions significatives en créant des conditions-cadres qui facilitent l'innovation : les entreprises prospères

être un grand avantage : ils fournissent des incitations et libèrent des fonds pour des investissements nécessaires.

- **La fiscalité incitative a du sens**

L'effet incitatif de la taxe sur le CO₂ a été prouvé. Dans le secteur du bâtiment, la hausse des prix et la promotion des systèmes de chauffage renouvelables ainsi que la rénovation des bâtiments ont prouvé leurs effets. Il est logique d'étendre l'effet incitatif de la taxe sur le CO₂ à d'autres secteurs.

qui investissent dans la recherche peuvent apporter une contribution précieuse à la réduction du CO₂ dans le monde entier.

- **Des coûts supplémentaires énormes pour tous**

Une nouvelle taxe sur les billets d'avion serait introduite, ce qui rendrait les vacances beaucoup plus chères pour les familles. L'augmentation du prix de l'essence toucherait également les familles et les personnes vivant dans des conditions modestes, ainsi que les régions périphériques et de montagne.